

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 26 (1908)
Heft: 13

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

Schweiz: Jährlich Fr. 6
2^{tes} Semester . . . 3
Ausland: Zuschlag des Porto
Es kann nur bei der Post
abonniert werden

Prix einzelner Nummern 15 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an . . . fr. 6
2^e semestre . . . 3
Etranger: Plus frais de port
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux
Prix du numéro 15 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich
ausgenommen Sonn- und Feiertage

Redaktion und Administration
im Eidgenössischen Handelsdepartement

Rédaction et Administration
au Département fédéral du commerce

Paraît 1 à 2 fois par jour
les dimanches et jours de fête exceptés

Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc.
Insertionspreis: 25 Cts. die vierspaltige Borgiszelle (für das Ausland 35 Cts.)

Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc.
Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.)

Inhalt — Sommaire

Handelsregister. — Registre du commerce. — Patenttaxen der Handelsreisenden. —
Deutsche Reichsbank. — Geschäftslage in den Vereinigten Staaten. — Sanitätsmass-
nahmen. — Konsulate. — Consuls.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna Bureau Bern.

1908. 15. Januar. Schweizerische Volksbank (Banque populaire suisse) mit Sitz in Bern (S. H. A. B. Nr. 18 vom 12. Februar 1883, pag. 130, und Nr. 170 vom 22. Juli 1893, pag. 692). Die an Robert Demmler, gewes. Inspektor der Schweiz. Volksbank und Stellvertreter des Generaldirektors der Bank, erteilte Prokura für die Hauptbank und sämtliche Kreisbanken und Comptoirs der Bank fällt dahin.

Bureau Laufen.

14. Januar. Der Verwaltungsratspräsident der Aktiengesellschaft Portlandcementfabrik Laufen in Laufen: Martin Federspiel, wohnhaft gewesen in Aesch, ist gestorben und es fällt dessen Unterschrift für die Gesellschaft dahin (S. H. A. B. Nr. 34 vom 7. April 1886; Nr. 108 vom 8. Mai 1891; Nr. 76 vom 11. März 1898, pag. 312; Nr. 112 vom 5. April 1899, pag. 450; Nr. 148 vom 4. April 1906, pag. 590). An seine Stelle wurde zu Direktoren, sowohl für das Hauptgeschäft in Laufen, als auch für die Filialen in Bellervive und Münchenstein gewählt: 1) William Schabelitz, von und in Basel, mit Antritt am 4. Januar 1908; 2) Adolf Gygi, Chemiker, von Kappelen (Kt. Bern), in Laufen wohnhaft, bisheriger Prokurist, welche entweder kollektiv, oder je ein Direktor mit dem Prokuratör Xaver Meury, Buchhalter in Laufen, gemeinsam die rechtsverbindliche Unterschrift für die Gesellschaft führen. Die dem Adolf Gygi früher erteilte Prokura fällt durch die erwähnte Ernennung dahin. Xaver Meury vorgenannt bleibt, wie bisher Prokurist, in der Weise, dass er mit einem der beiden Direktoren zur kollektiven Zeichnung namens der Gesellschaft berechtigt ist. Ebenso bleibt die dem Henri Rieber, Ingenieur in Basel, Mitglied des Verwaltungsrates, erteilte Befugnis zur Führung der Einzelunterschrift weiter bestehen.

Bureau Nidau.

1907. 10. Dezember. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma S. Ballif & Louis in Twann, Spenglerei und Weinhandlung (S. H. A. B. Nr. 409 vom 18. Dezember 1900, pag. 1639) hat sich aufgelöst; die Firma ist infolge Ueberganges von Aktiven und Passiven an Samuel Ballif in Twann erloschen.

Inhaber der neuen Firma S. Ballif, Spenglerei und Weinhandlung, in Twann, ist Samuel Ballif, von und in Twann.

1908. 8. Januar. Die Firma A. Ph. Cachelin, Baugeschäft, in Nidau (S. H. A. B. Nr. 304 vom 7. September 1900, pag. 1209) ist seit 1. Januar 1908 wegen Aufgabe des Geschäftes erloschen.

Bureau de Porrentruy.

15. janvier. Sous la dénomination de Société des Pêcheurs de l'Allaine, il est fondé dans le district de Porrentruy une société qui a pour but de sauvegarder les intérêts de la pêche, de combattre tout moyen illicite de prendre le poisson dans la rivière l'Allaine, de travailler à son repeuplement et de combattre avec acharnement le braconnage et spécialement le braconnage nocturne. Les statuts portent la date du 13 octobre 1907. La société a son siège au domicile du président, actuellement à Buix. Peut en devenir membre, tout citoyen qui en fait la demande et s'engage à la stricte observation des statuts par sa signature. La mise d'entrée est fixée à deux francs. La contribution annuelle est fixée chaque année, sur préavis du comité, par l'assemblée générale. Pour quitter la société, il faut adresser sa démission par écrit au président de la société et l'assemblée générale statuera. Tout membre faisant partie de la société pourra être exclu de celle-ci pour le cas où il se rendrait coupable de délit de pêche pendant le temps prohibé. Le comité pourra accorder des primes aux chasseurs de loutres, aux gendarmes, gardes-pêche ou autres personnes qui auraient fait des rapports pour délit de pêche, suivis de condamnation. Ces primes seront fixées par l'assemblée générale et chaque sociétaire devra en payer sa quote-part entre les mains du caissier de la société. L'assemblée générale sera toujours convoquée par cartes, par les soins du président, au moins quatre jours à l'avance. En cas de dissolution de la société, les fonds de celle-ci seront affectés à l'achat d'alevins pour l'Allaine. Les organes de la société sont: 1^o l'assemblée générale des membres de la société, et 2^o un comité, composé de cinq membres, comprenant un président, un vice-président, un secrétaire, un caissier et un membre-asseesseur, nommés pour la durée d'une année et immédiatement rééligibles. Les obligations de la société ne sont garanties que par l'actif social de celle-ci. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle. La société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective du président et du secrétaire. Le président est Auguste Rérat, de Buix et y domicilié, et le secrétaire: Ariste Piquerez, de Epiquez, domicilié à Courbavon.

15. janvier. La société en nom collectif Fleury & Rossé, denrées coloniales en gros, fers et fontes, quincaillerie et fournitures d'horlogerie, à Porrentruy (F. o. s. du c. du 24 juillet 1900, n° 262, page 1051), est

dissoute dès le 31 décembre 1907 et la raison radiée. L'actif et le passif sont repris par la maison «A. Fleury», à Porrentruy.

15. janvier. Le chef de la maison A. Fleury, à Porrentruy, est Albert Fleury, de Soyhières, domicilié à Porrentruy. La maison reprend l'actif et le passif de la société en nom collectif «Fleury & Rossé» radiée. Genre de commerce: Denrées coloniales, farines et céréales, fers, fontes et quincaillerie.

15. janvier. Le chef de la maison J. Rossé, à Porrentruy, est Joseph Rossé, de Courroux, domicilié à Porrentruy. Genre d'affaires: Commerce de combustibles.

Basel-Land — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

1908. 14. Januar. Der Verein unter dem Namen Kantonale gemeinnützige Gesellschaft von Baselland in Liestal (S. H. A. B. Nr. 34 vom 14. Februar 1895, pag. 135, und Nr. 213 vom 17. August 1897, pag. 874) hat in seiner Generalversammlung vom 30. Oktober 1907 seinen Vorstand neu bestellt aus: Wilhelm Denz, Pfarrer, in Binningen, als Präsident; Dr. Adolf Seiler, Advokat, in Liestal, als Kassier, und Georg Schönbauer, Pfarrer, in Arisdorf, als Aktuar. Der Präsident zeichnet kollektiv mit dem Kassier oder dem Aktuar namens des Vereins.

14. Januar. Joseph Robner, von Basel, in Pratteln, und Fritz Riecke, von Magdeburg, in Pratteln, haben unter der Firma Chemische Fabrik Rohner & Co. in Pratteln eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit 1. Januar 1908 begonnen hat. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der Firma «J. Rohner, Chemische Fabrik Pratteln» in Basel. Natur des Geschäftes: Fabrikation chemisch-technischer und pharmazeutischer Produkte.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Moudon.

1908. 13. janvier. La Société de la Fromagerie de Brenles, association dont le siège est à Brenles (F. o. s. du c. du 4 décembre 1884, page 815), a modifié les art. 5 et 10, 2^e alinéa, de ses statuts comme suit: Art. 5, 2^e alinéa. Le président et le secrétaire sont immédiatement rééligibles. Art. 10, 2^e alinéa. En cas de partage de la succession d'un sociétaire les ayants-droit s'entendent pour substituer la part du défunt à l'un d'eux et les autres intéressés auront la faculté de devenir membres honoraires, aux conditions de l'art. 12, ou sociétaires effectifs en payant en trois annuités consécutives une finance proportionnelle au nombre des sociétaires, basée sur les deux tiers de l'avoir social; la taxe cadastrale faisant règle pour les immeubles. Dès le 22 décembre 1907, le comité est composé de: Constant Gavin, syndic, président; Jules Blanc, secrétaire; Félix Blanc et Emile, fils de Louis Gavin, tous domiciliés à Brenles.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Cornier (district du Val-de-Ruz).

1908. 14. janvier. Le chef de la maison F. Vauthier, à Chézard-St-Martin, est Ami-François Vauthier, feu Abram-François, du Pâquier, cordonnier, domicilié au Grand-Chézard. Genre de commerce: Chaussures en tous genres. Bureau: Au Grand-Chézard.

Genf — Genève — Ginevra

1908. 13. janvier. La procuration collective conférée à Hermann Belli, par la société anonyme dite Société chimique de l'Avanchet, ayant son siège à Vernier (F. o. s. du c. du 28 septembre 1906, page 1579), est éteinte.

13. janvier. Par jugement du 28 décembre 1907, le tribunal de première instance de Genève a prononcé la révocation de la faillite Société Immobilière de Chêne-Bourg, société anonyme ayant son siège à Chêne-Bourg, publiée dans la F. o. s. du c. du 14 juin 1907, page 1066. En conséquence, l'inscription de la dite société est rétablie comme ci-devant (voir F. o. s. du c. des 27 janvier 1902, page 122, et 17 août 1903, page 1281).

13. janvier. Suivant statuts adoptés en assemblée générale du 15 décembre 1907, il s'est constitué, sous la dénomination de Société ouvrière collective des tailleurs de pierre, une association conformément au titre 27 du C. O., ayant pour but de soumissionner aux travaux de sa partie, de les exécuter avec bienfaisance. Son siège est à Plainpalais. La durée de la société est illimitée, ainsi que le nombre de ses membres. Pour être admis dans la société, il faut être ouvrier tailleur de pierres, syndiqué à la fédération suisse, être présenté par deux membres, avoir atteint sa majorité et être légalement en règle. Tout sociétaire désireux de démissionner doit en aviser la société par écrit préalable dans le délai de quatorze jours. On sort aussi de l'association par exclusion, prononcée conformément aux statuts. Les sociétaires démissionnaires ou exclus ou les héritiers d'un membre décédé, perdent tout droit d'avoir social. L'association est administrée par une commission, composée de 7 membres, élus chaque année. Elle est représentée et engagée à l'égard des tiers par son président et son trésorier, agissant collectivement. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements pris par la société, lesquels sont uniquement garantis par les biens propres de celle-ci. Après établissement du bilan dressé en conformité de l'art. 656 du C. O. et après prélèvement des frais d'administration, des impôts, des intérêts aux obligations, d'une somme suffisante pour l'amortissement du matériel et du montant des pertes éventuelles, les bénéfices nets réalisés pendant l'année sont intégralement versés à une caisse sociale et répartis de la façon suivante: 80 % pour la caisse de chômage, pour le renouvellement du matériel et l'extension des affaires de la société, 20 % pour les œuvres sociales et de solidarité. La commission est composée de Henri Maigre, président; Hippolyte Hellet, trésorier; Jean Piget; Baptiste Gropetti; Emile Dupont; Henri Venin; Dominique Fontana, tous domiciliés à Genève. Siège social: 4, Avenue du Mail.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Patenttaxen der Handelsreisenden.

(Urteil des schweiz. Bundesgerichtes (Kassationshof) vom 22. Oktober 1907.)

Der Reisende einer St. Galler Firma hat zugestandenemassen im Jahre 1907, ohne die in Art. 2 des Bundesgesetzes betr. die Patenttaxen der Handelsreisenden, vom 24. Juni 1892, vorgesehene Taxe bezahlt zu haben, bei dem Besitzer einer Maschinenfabrik und einem Ingenieur im Kanton Zürich einzelne Schreibmaschinen zum Verkaufe angeboten. Hierüber vom zuständigen Statthalteramt einvernommen, hat er sich auf den Wortlaut der in seinem Besitze befindlichen grünen (taxfreien) Karte, d. h. auf den darin abgedruckten Art. 1, Abs. 1, des erwähnten Bundesgesetzes berufen. Er erklärte, sich einer Uebertretung des Patenttaxengesetzes nicht bewusst gewesen zu sein und fügte bei, er habe Schreibmaschinen nur bei Gewerbetreibenden und Behörden, nicht aber bei Privaten angeboten.

Gestützt auf diesen Tatbestand wurde der Verzeigte, «wegen Aufnahme von Bestellungen auf Schreibmaschinen bei Privaten» mit einer Polizeibusse von Fr. 40, nebst Kostenfolge, belegt. Der Gebüsste verlangte gerichtliche Beurteilung der Sache, worauf das zuständige Bezirksgericht am 26. August 1907 die vom Statthalteramt verhängte Polizeibusse von Fr. 40, nebst Kostenfolge, bestätigte.

Gegen dieses Urteil hat der Angeklagte die Kassationsbeschwerde an das Bundesgericht ergriffen, mit dem Antrag auf Aufhebung des Urteils aus folgenden Gründen: Der Fall des Ingenieurs komme sowieso nicht in Betracht, da es sich hier höchstens um einen Versuch handeln würde, das Gesetz aber nur das «Aufnehmen von Bestellungen» mit Busse bedrohe. Was den andern Fall betreffe, so frage es sich einzig, ob zu einem kaufmännisch betriebenen Fabrikationsgeschäft, in concreto zu einer Maschinenfabrik, die Besorgung von Geschäftskorrespondenzen gehöre, und da diese Frage nur bejaht werden könne, müsse die Schreibmaschine, die zur Erledigung der Geschäftskorrespondenz diene, als in dem betreffenden Gewerbe verwendet bezeichnet werden. Eventuell werde man sagen müssen, notwendig sei im Geschäftsbetrieb alles, was die Konkurrenzfähigkeit erhöhe, und das treffe hier bezüglich der Schreibmaschine zweifellos zu. Auch die Entstehungsgeschichte der fraglichen Gesetzesbestimmung gestatte keine andere Auslegung: Stets sei überall, in den Kommissionen und bei den Verhandlungen der Räte, das Hauptgewicht darauf gelegt worden, dass der betreffende Handelsartikel an Leute verkauft werden müsse, die ihn in ihrem Gewerbe, d. h. nicht in der Haushaltung (als Private), gebrauchten.

Der Kassationshof des Bundesgerichtes hat diese Kassationsbeschwerde mit Erkenntnis vom 22. Oktober 1907 auf Grund folgender Erwägungen abgewiesen:

1. In dieser Sache ist lediglich zu untersuchen, ob der Kassationsklager sich dadurch einer Uebertretung des Patenttaxengesetzes schuldig gemacht habe, dass er, ohne die in Art. 2 dieses Gesetzes vorgesehene Taxe entrichtet zu haben, bei einem Maschinenfabrikanten eine Bestellung auf eine Schreibmaschine aufgenommen und einen Ingenieur behufs Abschlusses eines gleichartigen Geschäftes aufgesucht hat. Dagegen ist im Kassationsverfahren auf das vom Kassationsklager in seinem Verhör abgelegte Geständnis, wonach er Schreibmaschinen auch bei Behörden angeboten habe, nicht mehr zurückzugreifen. Denn einerseits ist wegen dieses Tatbestandes keine Büssung erfolgt, obwohl er für sich allein schon zur Bestrafung hätte führen können (vgl. Urteil des Kassationshofes vom 27. Juli 1907 betreffend Verkauf von Schreibmaschinen), und anderseits ist eine Kassationsbeschwerde nur vom Gebüssten eingereicht worden.

2. Der in erster Linie vom Kassationsklager eingelegte Standpunkt, es könne jedenfalls nur der mit dem Maschinenfabrikanten abgeschlossene Verkauf in Betracht kommen, da ein Geschäftsabschluss mit dem Ingenieur nicht zu stande gekommen sei, das Gesetz aber nur das «Aufnehmen» von Bestellungen mit Busse bedrohe, muss als unbegründet bezeichnet werden. Allerdings ist in Art. 1 des Gesetzes von dem «Aufnehmen» von Bestellungen die Rede. Allein derselbe Art. 1 knüpft die Taxfreiheit ausdrücklich an das Erfordernis, dass der betreffende Reisende nur mit solchen Geschäftsleuten in Verkehr trete, welche usw., und dementsprechend ist auch in Art. 3, Abs. 2 und 4, sowie in Art. 4, stets von dem Aufsuchen von Bestellungen die Rede. Es ist übrigens klar, dass bei der Frage der Taxpflicht die gesamte geschäftliche Tätigkeit des betreffenden Handelsreisenden, nicht nur seine erfolgreichen Gänge zu berücksichtigen sind.

3. In der Hauptsache ist streitig, ob der Verkehr des Reisenden eines Schreibmaschinengeschäftes mit Ingenieuren und Maschinenfabrikanten taxpflichtig sei, m. a. W., ob Ingenieure und Maschinenfabrikanten zu denjenigen Geschäftsleuten zu rechnen seien, welche Schreibmaschinen «in ihrem Gewerbe verwenden»; wie Art. 1 des eingangs erwähnten Bundesgesetzes voraussetzt.

Eine rein wörtliche Interpretation der angeführten Gesetzesbestimmung könnte allerdings zur Bejahung der Frage führen; denn es liegt nahe, die Verwendung im Gewerbe einfach als Gegensatz zur Verwendung im Haushalt aufzufassen. Indessen ergibt sich die Unrichtigkeit einer so weiten Interpretation des Begriffs der Verwendung im Gewerbe u. a. namentlich aus der Entstehungsgeschichte des Patenttaxengesetzes und dem wirtschaftlichen Zwecke, welchem dasselbe entsprungen ist. Darnach wollte vor allem der der Besteuerung in seinem Absatzgebiete unterliegende einheimische Handel gegen die Konkurrenz der dieser Besteuerung sich entziehenden auswärtigen Firmen geschützt und gleichzeitig auch einer ungebührlichen Belästigung des Publikums durch Handelsreisende vorgebeugt werden (vgl. Bundesblatt 1891, 144, S. 11 ff., sowie Amtl. Sammlg. der bundesgerichtlichen Entscheidungen 27, 1, S. 530 ff.). Demgemäss sieht denn auch der in letzter Linie auf einen Antrag des Hauptinitianten des gegenwärtigen Bundesgesetzes, Ständerat Cornaz, zurückzuführende französische Text des betr. Teils von Art. 1 des Gesetzes nur die Taxfreiheit des Verkehrs mit solchen Geschäftsleuten vor, welche die fragliche Ware «für ihre beruflichen Bedürfnisse verwenden» (faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels). Dieser Text ist es, der dann im bundesrätlichen Entwurfe mit «in ihrem Gewerbe verwenden» übersetzt wurde. Ein dem französischen Text besser entsprechender redaktioneller Vorschlag der nationalrätlichen Kommission (Ersatz der Worte «in ihrem Gewerbe verwenden» durch die Worte «zur Ausübung ihres Gewerbes bedürfen»), drang allerdings nicht durch; aber trotzdem wurde jener französische Text beibehalten, da prinzipielle Bedenken gegen denselben nicht aufzukommen vermochten.

4. Ist demnach bei der Interpretation der im vorliegenden Falle streitigen Gesetzesbestimmung vorzugsweise deren französischer Text ins Auge zu fassen, so muss gesagt werden, dass eine Schreibmaschine nicht zu denjenigen Waren gehört, welche von Ingenieuren und Maschinenfabrikanten «in ihrem Gewerbe» verwendet werden. Denn wenn es auch richtig ist, dass die genannten Gewerbetreibenden für eine Schreibmaschine in ihrem Geschäftsbetriebe öfters Verwendung haben, so kann doch hier von einem beruflichen Bedürfnisse (besoin professionnel) nicht ge-

sprochen werden. Irgend ein innerer Zusammenhang zwischen dem Berufe des Ingenieurs oder Maschinenfabrikanten mit dem Gebrauche einer Schreibmaschine besteht nicht. Vielmehr leistet die Schreibmaschine dem Ingenieur oder Maschinenfabrikanten genau die gleichen Dienste wie jedem andern Gewerbetreibenden und sogar jedem Privaten: sie ist, wie in dem angeführten Urteil zutreffend bemerkt wird, ein Werkzeug, das, wie Tinte, Feder und Bleistift, überall und von jedermann gebraucht werden kann. Würde der Handel in derartigen allgemeinen Bedarfsartikeln für taxfrei erklärt, sobald der Reisende sich an Geschäftsleute wendet, so könnte der vom Bundesgesetz bezweckte Schutz des ortsansässigen Detailhandels leicht illusorisch werden.

5. Allerdings ist der Vorinstanz insofern nicht heizupflichten, als sie ein entscheidendes Gewicht darauf legt, dass die Schreibmaschine für Maschinenfabrikanten und Ingenieure kein notwendiges Hilfsmittel, sondern lediglich eine Annehmlichkeit darstelle. Denn wenn es hierauf ankäme, so müssten z. B. gerade Tinte und Feder, weil sie notwendige Inventarstücke eines jeden Geschäftes sind, stets als taxfrei behandelt werden, und umgekehrt müssten besonders kunstvoll konstruierte, zum speziellen Gebrauche bestimmter Industriezweige hergestellte Apparate taxpflichtig erklärt werden (da ja auch mit einfacheren Apparaten oder mit althergebrachten Werkzeugen auszukommen sei), zwei gewiss durchaus unannehmbare Konsequenzen.

Nicht ganz zutreffend ist hinsichtlich der Taxpflicht auch (vgl. die Entscheidung [kantonaler Gerichte] bei R. a. m., Vorschriften für Handelsreisende, S. 5, 1, sowie A. S. der bundesgerichtlichen Entscheidungen 27, 1, S. 529) die Unterscheidung zwischen solchen Waren, welche «unmittelbar» («direkt»), und solchen, welche «mittelbar» («indirekt») im Gewerbe verwendet werden, wobei unter «unmittelbarer» Verwendung lediglich das Umarbeiten und der Verbrauch einer Ware (z. B. die Verwendung von Holz seitens eines Tischlers, die Verwendung von Kohlen seitens einer Eisenbahngesellschaft), verstanden zu werden pflegt. Denn der Verkauf spezieller Berufswerkzeuge (z. B. einer Hobelmaschine an einen Tischler, einer Drehscheibe an eine Eisenbahngesellschaft) ist nach Sinn und Zweck des Gesetzes gewiss taxfrei, trotzdem von einem Umarbeiten oder Verbrauchen dieser Gegenstände keine Rede sein kann.

Ungenau ist endlich auch die ziemlich häufige Identifizierung des Unterschiedes zwischen Verwendung im Gewerbe und anderweitiger Verwendung mit dem Unterschied zwischen Groß- und Detailreisenden oder zwischen Reisenden, die ihre Ware nur an Wiederverkäufer, und solchen, die sie auch an Konsumenten verkaufen. Denn sonst wäre nicht einzusehen, warum sich der Gesetzgeber nicht mit der bereits im Gesetze enthaltenen Qualifikation: «welche den betreffenden Handelsartikel wieder verkaufen», begnügt, sondern noch beigefügt hätte: «oder in ihrem Gewerbe verwenden».

6. Die bisherigen Ausführungen (vgl. auch die Interpretation von § 44, Abs. 3, der deutschen Gewerbeordnung, z. B. bei Reger, Entscheidung der Gerichte und Verwaltungsbehörden, Bd. 19, S. 13 ff.) können dahin zusammengefasst werden, dass das Anbieten einer Ware stets dann, aber auch nur dann, taxfrei ist, wenn zwischen dem besondern, jeweiligen in Frage stehenden Gewerbe oder Geschäftsbetrieb und der Verwendung des betreffenden Handelsartikels ein innerer — im weitern Sinne technischer — Zusammenhang besteht. Ob dies der Fall sei, ist jeweilen unter Berücksichtigung der konkreten Umstände zu entscheiden, so dass also füglich das Anbieten ein und desselben Handelsartikels das eine Mal taxfrei, das andere Mal taxpflichtig sein kann.

Darnach wäre — von dem selbstverständlich taxfreien Verkehr mit Wiederverkäufern abgesehen — das Anbieten von Schreibmaschinen z. B. dann taxfrei, wenn es gegenüber einer Person stattfände, deren Beruf darin bestünde, Lehrstunden im Maschinenschreiben zu erteilen oder Abschriften in Maschinenschrift herzustellen, nicht aber in einem Falle, wie dem vorliegenden wo, wie bereits bemerkt, ein innerer Zusammenhang zwischen der angebotenen Ware und dem Berufe oder Gewerbe desjenigen, dem sie angeboten wurde, nicht besteht, vielmehr der Geschäftsinhaber dem anbietenden Händler gegenüber wirtschaftlich und vom Standpunkte des Bundesgesetzes aus keine andere Stellung einnimmt, als irgend ein Privater, dem die Anschaffung einer Schreibmaschine dienlich erscheinen könnte.

7. Was den Eventualstandpunkt des Kassationsklagers betrifft, wonach alles dasjenige als für einen Geschäftsbetrieb notwendig anzusehen sei, was die Konkurrenzfähigkeit des Geschäftes erhöhe, so liesse sich hieraus die Begründetheit der Kassationsbeschwerde schon deshalb nicht ableiten, weil, wie speziell in Erwägung 5 ausgeführt, das ausschlaggebende Kriterium für die Taxpflicht eines Handelsartikels nicht in dessen Entbehrlichkeit oder Unentbehrlichkeit besteht.

Deutsche Reichsbank. Zur Begründung der Diskontermassigung auf 6% ist vom Reichsbankpräsidenten Havenstein in der Sitzung des Zentralausschusses der Bank vom 13. Januar ausgeführt worden, dass der am Jahreschluss auf das äusserste angespannte Status der Reichsbank bis zum 7. Januar eine merkliche Erleichterung erfahren habe. Die Gesamtanlage sei um 376 — die Wechselanlage allein um 197 — Millionen Mark und der Notenumlauf um 170 Millionen Mark zurückgegangen. Der Metallvorrat habe sich um 54 Millionen Mark gehoben, die Verminderung des ungedeckten Notenumlaufs beziffere sich auf 239 Millionen Mark. Auch seit dem letzten Wochenabschluss habe sich die Besserung des Status fortgesetzt. Die Entwicklung der fremden Wechselkurse sei als eine befriedigende zu bezeichnen, ein Goldabfluss stehe nicht zu besorgen. Gleichzeitig habe die Spannung auf dem internationalen Geldmarkte nachgelassen, in London, Paris und Wien seien die Zentralnotenbanken zu einer Herabsetzung der Bankrate geschritten. Am offenen Markte sei das Geld billiger geworden, der Privatskontant an der Berliner Börse habe sich am 10. Januar auf 4%, am 11. auf 5% gestellt. Unter diesen Umständen erscheine, ungeachtet der noch immer sehr starken Inanspruchnahme der Reichsbank, eine Ermässigung des Bankdiskonts gerechtfertigt.

Geschäftslage in den Vereinigten Staaten. Die «N. Y. H. Z.» schreibt in ihrer Wochenschau vom 4. Januar: Während sonst zu Beginn eines neuen Jahres viel Optimismus herrscht, liegt diesmal kein Grund für besonders hoffnungsfreudige Stimmung vor. Zu Anfang von 1908 sind tatsächlich die geschäftlichen Aussichten wenig ermutigend. Ein Vergleich der gegenwärtigen Verhältnisse mit denen vor einem Jahre zeigt einen Rückschlag auf fast allen Gebieten der Erwerbstätigkeit. In überzeugender Weise zeigt sich diese Reaktion in dem Abfall der Frachtbewegung, und es wird von den Bahnen aller Landesteile über eine Verkehrsabnahme geklagt, welche die Einnahmen beeinträchtigt und an die Stelle der früheren Unzulänglichkeit der Transportmittel einen Ueberschuss an Frachtwagen hat treten lassen. Während die Verlager von einem Jahre sich zum Teil vergeblich bemüht, für prompten Versand ihrer Güter genügend Waggons zu erlangen, sind heute die Beamten der Bahnen bemüht, genügend Tonnage zur Beschäftigung ihrer Frachtwagen heranzuschaffen. Es zeigt das, welchen Abfall das Geschäft erlitten hat, und dabei fehlt es an zuverlässigen Anzeichen wiederkehrenden Vertrauens. Allerdings ist der Jahreswechsel, als die Periode der Inventuraufnahme

und der Vornahme von Reparaturen in industriellen Etablissements, geschäftlicher Lebhaftigkeit nicht günstig. Aber diesmal war die Schliessung von Fabriken während der Feiertagsperiode allgemeiner als je zuvor, und die Wiederaufnahme der Tätigkeit ist zum grossen Teil zur Aufarbeitung der inzwischen eingelaufenen Ordres bestimmt. Da die Verhältnisse im Geldmarkt noch immer keine normale Gestalt gewonnen haben, sind die Käufer andauernd zurückhaltend, und die geschäftliche Kontraktion gibt Anlass zu Einschränkungen und Konsumabnahme. In dieser Hinsicht ist die Tatsache bemerkenswert, dass der Wert der Wareneinfuhr über den Hafen New-York für letzte Woche um \$ 9,539,760 kleiner war, als vor einem Jahre. Dagegen war die Ausfuhr um \$ 3,567,480 grösser, sowohl infolge von Bemühungen unserer Fabrikanten, für den Geschäftsausfall im eigenen Markt Ersatz in fremden Märkten zu finden, als auch dank grosser und stetiger Nachfrage des Auslandes nach unseren Cerealien und unserer Baumwolle. Sie ist hauptsächlich dafür verantwortlich, wenn die Getreidepreise sich andauernd auf hohem Niveau behaupten, wengleich in dieser Woche Weizen infolge spekulativer Liquidierung im Preise nachgegeben hat. Doch die Weizenbewegung ist eine mässige und scheint die Behauptung zu bestätigen, dass sich in Händen der Farmer ungewöhnlich kleine Reservebestände befinden. Dabei war die Ausfuhr von Weizen und Weizenmehl in letzter Woche nahezu noch einmal so gross, wie in der korrespondierenden Periode der beiden letzten Jahre. Die Lage des Baumwollmarktes ist dagegen weniger ermutigend, und während der Umfang der Anfuhr auf grössere Bereitwilligkeit der Produzenten, den gegenwärtigen Preis zu akzeptieren, hinweist, scheint ansehnlicher Minder-

konsum von Baumwolle in Aussicht zu stehen. Haben doch jetzt auch die Spinner des Ostens gemeinsame Beschränkung der Produktion um 25% während der nächsten Wochen beschlossen, um einer Anhäufung unverkaufter Vorräte und Preisdemoralisation vorzubeugen. Ein günstiges Moment der Situation ist die im allgemeinen feste Haltung der Warenpreise, als Wirkung einer verständigen Einschränkungs-Politik. So ist die für den 1. Januar erwartete Ankündigung einer durchgängigen Reduktion der Stahlpreise ausgeblieben. Bei fortdauernder Zurückhaltung der grossen Besteller, besonders der Eisenbahnen, wird sich eine Readjustierung der Preise allerdings nicht lange hinausschieben lassen. Eine Stagnation, wie die derzeitige, hat der Pittsburger District nicht seit dem Jahre 1903 erlebt.

— Sanitätsmassnahmen. Die Städte Mekka und Medina, sowie die Häfen Djeddah und Jumbo in Arabien sind vom Bundesrat am 14. Januar als choleraverseucht erklärt worden. Reisende und Waren werden daher der gesetzlichen Kontrolle unterstellt.

— Konsulate. Der Bundesrat hat am 10. Januar Herrn Alexander Emery das Exequatur als Honorar-Vizekonsul von Spanien in Montreux erteilt.

Consulats. En date du 10 janvier le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. Alexandre Emery, vice-consul honoraire d'Espagne en résidence à Montreux.

Annoncen-Pacht:
Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc.

Privat-Anzeigen. — Annonces non officielles.

Régie des annonces:
Rudolf Mosse, Zürich, Bern, etc.

Advokaturbureau

D^r F. Goll & D^r E. Goldschmid

Rechtsanwälte

(163)

Telephon 6260 **ZÜRICH** Thalacker 18

FABRIQUE DE PATES ALIMENTAIRES NAPOLITAINES

Malley-Lausanne

Messieurs les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le mardi, 28 janvier prochain, à 8 heures du soir, aux bureaux de MM. Becker & Cie, Gare du Flon, Lausanne.

Ordre du jour:

1^o Augmentation du capital-actions.

2^o Revision des statuts.

(172)

Lausanne, le 15 janvier 1908.

Le conseil d'administration.

Rasch, ohne Betriebsstörung

— erstellen wir als Spezialunternehmer unsere —
— fugenlosen, unverbrennlichen —

Fussböden in Fabriken

— aus Kunstholz, dauerhaft wie Eichenholz —
— auf Beton und Steinplatten, nach eigenem System —
— selbst auf ölige Holzböden —

(101)

Ch. H. Pfister & Co., Basel

Avis aux Porteurs d'Obligations 4 et 4 1/2 % de la Grande Brasserie de Neuchâtel

Ensuite du rachat de la Grande Brasserie de Neuchâtel S. A. par la Brasserie du Cardinal, à Fribourg, S. A., cette dernière société dénonce aux porteurs d'obligations 4 % de la Grande Brasserie de Neuchâtel, Emprunt 1895 de Fr. 1000, jouissance 1^{er} août dernier, le remboursement de leurs obligations aux pair pour le 1^{er} août 1908. Toutefois les porteurs de ces obligations auront le droit de les convertir, dès maintenant, contre des obligations hypothécaires 4 1/2 % de la Brasserie du Cardinal, à Fribourg, de Fr. 500 chacune, jouissance du 1^{er} août dernier, avec hypothèque spéciale sur les immeubles de Neuchâtel, comme suit:

1 obligation 4 % Grande Brasserie de Fr. 1000 sera échangée contre 2 obligations 4 1/2 % Brasserie du Cardinal de Fr. 500 et le porteur touchera, le 1^{er} février 1908, un intérêt de Fr. 22.50 au lieu de Fr. 20.

Obligations 4 1/2 %, 2^{me} Hypothèque, de la Grande Brasserie de Neuchâtel de Fr. 1000. Jouissance 1^{er} octobre dernier.

Les porteurs de ces obligations sont également informés que leurs obligations sont dénoncées remboursables le 1^{er} avril 1908, avec faculté de les convertir contre des obligations hypothécaires 4 1/2 % de la Brasserie du Cardinal, à Fribourg, de Fr. 500, jouissance 1^{er} février prochain comme suit:

1 obligation 4 1/2 % Grande Brasserie de Fr. 1000, jouissance 1^{er} octobre dernier, sera échangée contre

2 obligations 4 1/2 % hypothécaires Brasserie du Cardinal de Fr. 500, jouissance 1^{er} février 1908, plus prorata d'intérêt payé d'avance du 1^{er} octobre 1907 au 1^{er} février 1908, 4 mois à 4 1/2 % Fr. 15.

L'échange des deux catégories d'obligations ci-dessus de la Grande Brasserie se fera, sans frais pour le porteur, dès le 15 janvier courant au 25 février prochain, chez Messieurs Berthoud & Cie, banquiers, à Neuchâtel.

Neuchâtel et Fribourg, le 10 janvier 1908.

(117)

Brasserie du Cardinal.

In einer Police vereinigt!

Eine

Krankheits-, Unfall- & Lebens-Versicherung

Für Banquiers, Industrielle, Kaufleute etc. geeignetste Kombination

Gefl. Anfragen sub Chiffre Z Z 475 an die Annoncen-Expedition

Rudolf Mosse, Zürich. (165)

RAPALLO Italien. Helvetia Palace Park Hotel
Riviera. Massige Preise. (77) Moderner Komfort.

Industrie

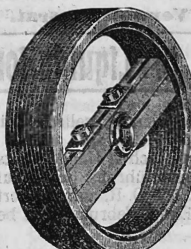
In einer aufblühenden Ortschaft des Kts. Thurgau könnte in der Nähe der Eisenbahnstation unter ganz günstigen Bedingungen von einem Elektrizitätswerk an einen strebsamen, tüchtigen Fabrikanten oder Handwerker elektrische Kraft und Licht, ferner Fabrikräume und Industrieland abgegeben werden. (150.)

Offerten mit Angabe der Fabrikation befördert unter Chiffre Z G 257 die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich.

Junger, seriöser Kaufmann, mit vielseitiger Bildung, ausgedehnten Kenntnissen (Sprachen, Bankfach, etc.) und mehreren Jahren Auslandpraxis, sucht passenden Wirkungskreis in der (166)

Grossindustrie

und ersucht um gefl. Einholung von nähern Angaben sub Chiffre Z F 481 durch die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich.



Jean Gerber, Lausanne

Transmissions-Organe

(Spezialität: Holzstoff - Riemenscheiben)

Treibriemen aus Leder, Kamelhaar, Baumwolle u. Hanf (Spezialität: Servus-Riemen.)

Hanf und Gummi - Schläuche in bewährten Qualitäten. Armaturen.

Alleinverkauf für die ganze Schweiz der Schlauchfabrikate von H. Wernecke, Stäfa. (35)

12 Comprimierte & abgedrehte
blanke




Montandon & Cie AG. Biel

(178)

Verlangen Sie Prospekt Nr. 202 über meinen stationären Entstaubungsapparat Pat. 29496 (70)

„Reinige mit Luft“

wichtig für

Privat- und Geschäfts-Häuser, Hotels, Spitäler, Sanatorien, Fabriken etc.

Hans Mury, Zürich

Gotthardstrasse 55

Berli & Co Aktien-Gesellschaft ZÜRICH

Die Herren Aktionäre werden zur (142')

ersten ordentlichen Generalversammlung

auf Freitag, den 31. Januar 1908, nachmittags 3 Uhr
ins Bureau der Gesellschaft
eingeladen.

Traktanden:

- 1) Protokoll der konstituierenden Versammlung vom 17. April 1907.
- 2) Abnahme der Jahresrechnung und Bilanz per 1907 und des Berichtes der Kontrollstelle, sowie Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat (Direktion).
- 3) Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresgewinnes.
- 4) Wahlen.

Zürich, den 14. Januar 1908.

Die Direktion.

Fritz Marti Aktiengesellschaft Bern

EINLADUNG

zur

II. ordentl. Generalversammlung der Aktionäre

auf **Mittwoch, den 29. Januar**, nachm. 2½ Uhr
im Bureau der Gesellschaft, Wohlenstrasse 3, in Bern

Traktanden:

- 1) Vorlage des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates und der Rechnung pro 1906/07.
- 2) Bericht und Antrag der Kontrollstelle betreffend Abnahme der Rechnung und Déchargeerteilung an die Verwaltung.
- 3) Antrag des Verwaltungsrates über Verwendung des Reingewinnes.
- 4) Wahl der Kontrollstelle.
- 5) Ersatzwahl eines Mitgliedes des Verwaltungsrates.

Rechnung und Revisionsbericht sind vom 18. Januar ab zur Einsicht der Aktionäre im Geschäftslokal der Aktiengesellschaft Wohlenstrasse 1 aufgelegt. (179)

Eintrittskarten zur Generalversammlung können am 27. und 28. Januar im Bureau der Gesellschaft gegen Vorweisung eines Nummernverzeichnisses der Aktien bezogen werden.

Bern, den 16. Januar 1908.

Der Verwaltungsrat.

Cementwarenfabrik Zell in Liquidation

Gemäss Beschluss der Generalversammlung ist diese Gesellschaft in Liquidation getreten.

Die bezügliche Publikation erfolgte im «Schweizerischen Handelsamtsblatt», Nr. 320, vom 30. Dezember 1907. Zwecks Durchführung der Liquidation werden hiemit sämtliche Gläubiger nach Art. 665 O. R. aufgefordert, ihre Ansprüche an obgenannter Gesellschaft bis Ende Februar a. c. bei J. Bättig, Bankverwalter, in Zell, anzumelden.

Willisau, den 14. Januar 1908.

Aus Auftrag der Liquidationskommission:
Ed. HÄFLIGER, Gerichtsschreiber.

(167')

3½% - Staatsanleihen des Kantons Luzern von Fr. 1,000,000 vom 21. März 1894

Das Finanzdepartement des Kantons Luzern bringt hiemit zur Kenntnis, dass bei der 10. Amortisationsziehung folgende 23 Obligationen zur Rückzahlung auf den 1. Mai 1908 ausgelost wurden:

Nr. 30, 82, 141, 161, 183, 186, 386, 390, 397, 495, 505, 551, 567, 652, 658, 692, 725, 731, 774, 815, 907, 917, 926.

Die Inhaber dieser Obligationen werden eingeladen, dieselben nebst den noch nicht verfallenen Zinscoupons auf den 1. Mai nächstkünftig bei einer der nachstehenden Zahlstellen einzureichen in:

Luzern bei der Staatskasse des Kantons Luzern,
» Luzerner Kantonalbank, (170')
» Bank in Luzern,

Basel beim Schweizerischen Bankverein,
Bern bei der Schweizerischen Nationalbank und ihren Zweiganstalten und Agenturen,
Zürich beim Schweizerischen Bankverein

und dagegen den Nennwert der Obligationen in Empfang zu nehmen. — Mit dem 1. Mai 1908 hört die Verzinsung der ausgelosten Obligationen auf.

Luzern, den 14. Januar 1908.

Das Finanzdepartement.

Handels-Auskünfte: Renseignements commerciaux

Aigle: A. Jordan, agent d'affaires patenté.
Arosa: L. H. Bernet, Advokat. Inkasso.
Berne: C. Tenger, not. Recouvrements.
— Emil Jeuni, Internationales Handelsauskunftsbureau. Inkasso. Unfallvers.
— Dr. Ernst Brand & Emil Brand, Advokatur, Notariat, Gutachten, Inkasso, Verwaltung.
— A. Baner & Co. Auskünfte, Inkasso.
— Rechtsbureau A. Guggler, Auskünfte, Confidantia, für ganze Schweiz und Ausland.
— G. Christen, Vater & Sohn, Advokatur und Inkasso-Bureau.
Biel: Moser & Fehrmann, Advok. u. Notar.
Chaux-de-Fonds: Ch.-E. Galland, not. Renseignements, recouvrements, gér., etc.
Chor: Pet. Baner, (a. Konk'bet.). Rechtsb.
Chiasso: Ambrosoli & Villa, Spedition.
Fribourg: Léon Daler, banquier, recouvrements, renseignements.
Genève: Herren & Guerchet

Fondation en 1872.
Renseignements et recouvrements sur tous pays. Brevets d'invention, marques et modèles. Références et tarifs à disposition.
— Verdier, Magnin & Aubert, avocats, Marché, 4. Contentieux, recouvrements, correspond. française, allemande, anglaise.
— P. de Reding, banque et agence de recouvrements et renseignements.

Genève: Dr. Aug. Bonna, Bureau techn. Expertises industrielles. Brevets d'invent.
Kreuzlingen: Dr. A. Deucher, Advokat.
Lausanne: E. Glas-Chollet, agence com.
Lugano: Dr. Huber, Advok., Ink., Inform.
— Adolfo Schäfer, Rechtsbureau, Ink., Inf.
Murten: Th. Loetscher, Sens., Sechofstr. 3.
Luzern: H. Hafner, Advokatur u. Inkasso.
Neuchâtel: Cartier, not. et juge de paix.
Payerne: Ph. Nod, agent d'affaires pat.
Saïgnelégier (Jura b.): Joseph Jobin, av.
St. Gallen: Otto Baumann, Rechtsagentur, Inkasso- und Informationsbureau; Geschäftsführer des Vereins Creditreform.
— J. Leising, Advokatur und Inkasso.
— J. Forster, a. Bezirksrichter. Advokatur u. Inkasso. 30jähr. Gerichts-u. Rechtspraxis.
Vevey: Louis Favey, agent d'aff. patenté.
— A. Jordan, agent d'aff. patenté. Téléph.
Wallenstadt: Advok. u. Inkasso Huber.
Weinfelden: P. Thurnheer, Geschäftsführer des Vereins Creditreform.
Winterthur: Jean Zollinger, Inkasso, Ob.-Winterthur.
Yverdon: F. Willemet, agent d'affaires.
Zürich I: Levallant, Commercial- & Patent-Bureau.
— Hermann Peter, Geschäftsf. des Vereins Creditreform. Inkasso u. Informationsb.

EXCURSIONS SUISSES (S. A.)

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le mercredi, 5 février 1908, à 2½ heures de l'après-midi, au siège social, 2, Place du Port, à Genève. (177.)

Ordre du jour:

- 1° Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1907.
 - 2° Rapport de MM. les commissaires-vérificateurs.
 - 3° Délibération, approbation des comptes, décharge à donner au conseil.
 - 4° Election de deux commissaires-vérificateurs pour l'exercice 1908.
 - 5° Nomination d'administrateurs.
 - 6° Modification aux statuts.
- Genève, le 15 janvier 1908.

Le conseil d'administration.

NB. Le bilan, le compte de profits et pertes, ainsi que le rapport de MM. les commissaires-vérificateurs seront déposés dès le 25 janvier, au siège social de la société, où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Pour assister à l'assemblée générale, MM. les actionnaires devront déposer leurs titres 5 jours avant l'assemblée, au siège de la société, 2, Place du Port, où il leur sera délivré une carte d'admission.

Bündnerische Wertpapiere

Unser ein bis zwei Mal monatlich erscheinendes (135')

Kursblatt für bündnerische Wertpapiere

wird auf Wunsch jedem Interessenten regelmässig und gratis zugesandt. In demselben werden alle bekannteren bündnerischen Werte notiert und halten wir uns für Abschlüsse bestens empfohlen.

Bank für Davos, Davos und Chur.

Lagerist und Expedient

seit 4 Jahren in süddeutschem Kunstverlag tätig, an selbständiges Arbeiten gewöhnt, militärfrei, sucht sich pr. 1. April zu verändern. (164.)
Geneigte Offerten unter N L 199 an Rudolf Mosse, Nürnberg.

In bestehend., prosper. Fabrikgeschäft jüngerer, selbständ. Kaufmann als

Teilhhaber

gesucht. Beste Referenzen, kaufmänn. Tüchtigkeit, ausgeh. Kenntnisse der 3 Landessprachen unbedingt erforderlich. (169.)

Offerten mit Angabe der Einlage unter Chiffre Zag E 38 an Rudolf Mosse, Bern.

Schuldbrief von Fr. 22,000

auf Renditenhaus in Zürich mit bedeutendem Nachgang à 5 %,

ein Obligo von Fr. 30,000

à 5% verzinlich auf erstklassiges Fabrikationsgeschäft zu plazieren, event. zu verkaufen. (168.)

Offerten von Selbstreflektanten sub Chiffre Zag E erbeten an Rudolf Mosse, Bern.

Für Ausnützung einer patentierten Erfindung sucht Fachmann einen

Compagnon

Offerten unter Chiffre Z E 305 an die Annoncen-Expedition (175') Rudolf Mosse, Zürich.

Für das Patent Nr. 27044 auf Handfeuerwaffe werden Käufer, bezw. Lizenznehmer gesucht.

Gefällige Anträge unter J A 5476 befördert (6.)

Rudolf Mosse, Zürich.

Patente
Chemie
De Forpper & Hug
Fildale Zürich
Basel
Muster
mallen Sialen
Telefon 670
Stenogrammstr. 10 (42)

Kaufmann

21 Jahre alt, der Seiden-, Passementerie- und Mercerie-Branche, bisher in ungekündeter Stellung, wünscht seinen Posten zu ändern, ins Ausland oder deutsche Schweiz. Prima Zeugnisse vorhanden. Eintritt nach Uebereinkunft. — Offerten sub Chiffre Z O 439 an die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich. (143')

Associé-Commanditaire

Une fabrique d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds fabricant articles spéciaux, brevetés, laissant de beaux bénéfices et ne pouvant satisfaire aux demandes, désire trouver pour donner extension à l'affaire une personne disposant de capitaux, comme associé ou commanditaire. Adresser les offres sous chiffre Z D 454 à l'agence de publicité (156') Rodolphe Mosse, Zurich.

Amerik. Buchführung lehrt gründlich durch Unterrichtsbücher. Erfolgsgarant. Verl. Sie Gratisprospekt. H. Frisch, Bücherexperte, Zürich. B 15.